



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme"

CERCLE pour la construction du Parti et de  
l'Internationale ouvriers révolutionnaires

Supplément à CPS n°24 - 14/04/2006

## **Chirac, Villepin, Sarkozy, leur « majorité » UMP ont été défaits : Ils doivent, ils peuvent être chassés Il faut en finir avec la 5<sup>ème</sup> République**

### **Une défaite cuisante pour Chirac et son gouvernement : le CPE abrogé**

C'est un fait politique majeur. Pour la première fois depuis l'élection de Chirac en 2002, le gouvernement UMP-UDF a dû renoncer à une de ses attaques contre la jeunesse, contre le droit du travail, le Contrat première Embauche qui, après le CNE, entendait faire de la précarité la norme pour tous.

Jusqu'au bout, Chirac et Villepin ont cherché à sauver ce projet. Déjà, rien n'avait été épargné aux étudiants entrés massivement en grève depuis début mars : provocations, casseurs de manifestations, etc.

Face au flot grandissant des manifestations, Chirac, Villepin ont ensuite prétendu à qui mieux mieux qu'ils auraient une légitimité « démocratique » à faire la loi et la faire appliquer, eux les archis-battus des élections de 2004, eux les battus du référendum du 29 mai 2005 !

Au lendemain des manifestations massives du 28 mars encore, Chirac remontait en première ligne, promulguait la loi « d'égalité des chances » qui instaurait entre autres le CPE, tout en proposant d'en négocier les modalités d'application. Mais la concertation n'a pas repris à ce moment avec les directions syndicales, lesquelles ont alors maintenu le préalable du retrait du CPE.

Chirac et le gouvernement escomptaient que la répétition des journées d'actions à répétition et des manifestations éparpillées aussi inoffensives que

possible, ainsi que l'approche des vacances, leur permettraient de franchir le cap. Non ! Le 4 avril au contraire, les manifestations étaient parcourues de slogans anti-gouvernementaux, les travailleurs du privé participaient plus massivement encore à la grève et aux manifestations que le 28 mars. Alors Chirac, Villepin, Sarkozy, dont le gouvernement était menacé dans son existence même, ont décidé de battre en retraite.

S'ils ont tenu autant qu'ils le pouvaient, c'est que les chefs de l'UMP ont parfaitement conscience de ce que cette abrogation signifie : oui, ils peuvent être vaincus !

Pour tous les travailleurs, les jeunes, les militants qui veulent en finir avec la politique ultra-réactionnaire de ce gouvernement, rien n'est plus fondamental que de comprendre pourquoi, cette fois-ci, Chirac, son gouvernement, sa « majorité », ont subi cette défaite cinglante, et d'en tirer les leçons nécessaires.

Car il doit être parfaitement clair que les revendications, mises en avant et notamment : l'abrogation du CNE, de la loi sur « l'égalité des chances » qui institue l'apprentissage à 14 ans, l'arrêt des suppressions de postes ou encore le refus de la privatisation totale de GDF exigent qu'il soit mis fin à l'existence du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy.

### **Sans la couverture du « dialogue social », de la concertation, face à un front uni des organisations syndicales, du PS, du PCF, le gouvernement n'est pas en mesure d'appliquer sa politique**

La première différence fondamentale entre le combat pour le retrait du CPE et ceux engagés dans le passé, contre la « réforme » des retraites, la privatisation d'EDF-GDF, ou la loi Fillon réside en ce que cette fois-ci, sur cette question, ni « dialogue social », ni concertation n'ont pavé la voie au gouvernement.

C'est d'ailleurs ce dernier qui en a décidé ainsi. Villepin et Chirac ont en effet estimé début janvier que la situation était propice pour s'affranchir de l'habituelle concertation avec les organisations syndicales pour engager la 2<sup>ème</sup> phase de ce que le gouvernement a

nommé par antiphrase la « bataille pour l'emploi » - comprenez : la bataille contre les garanties collectives des travailleurs. Le CPE venait après le C.N.E. en juillet 2005, et il annonçait la refonte de l'ensemble des contrats de travail, annoncée alors pour l'été.

Après avoir créé le CNE par ordonnance, profitant des « cents jours » qu'avaient décidé de lui laisser les directions syndicales, puis avoir infligé de dures défaites aux travailleurs notamment à la SNCM, à la RTM, après avoir instauré sans coup férir l'état d'urgence en novembre, puis liquidé le régime particulier des retraites

à la RATP, le gouvernement a estimé le rapport de force suffisamment en sa faveur pour tenter de renouer avec le principe fondateur de la V<sup>o</sup> République : le bonapartisme, au point de recourir à la procédure d'urgence et au 49-3 pour faire adopter le CPE sans vote à l'Assemblée.

Mais lorsqu'ils se sont retrouvés en difficulté, Chirac et Villepin ont cherché à toute force à renouer le « dialogue ». Or, les directions syndicales ont maintenu le préalable du retrait du C.P.E.

Et c'est là le deuxième point essentiel, l'ensemble des directions syndicales, et sur leur propre plan, le PS et le PCF, se sont prononcés, dans l'unité, pour une revendication claire : retrait du C.P.E.

Comme cela fut le cas dans d'autres pays d'Europe ces dernières années (Italie, Hollande), l'opposition unie des

organisations syndicales et des partis politiques issus du mouvement ouvrier, leur refus de la concertation, ont favorisé une mobilisation d'autant plus importante que, à l'université, début mars, le mouvement de grève s'est étendu après un mois d'incertitude qui avait dans un premier temps conforté Villepin dans sa tentative. Il faut ajouter que les étudiants ont cherché dès le début à centraliser leur combat en constituant une « coordination » composée de délégués élus en Assemblée générale dans chaque université.

La preuve est faite : sans la couverture du « dialogue social », de la concertation, et face à l'unité des organisations du mouvement ouvrier, le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy ne peut continuer à mener sa politique. Sans les dirigeants CGT, FO, FSU, sans le PS et le PCF, aujourd'hui, il ne pourrait continuer à exister.

---

### **Les appareils syndicaux, le PS et le PCF, vont-ils laisser le gouvernement reprendre l'initiative ?**

---

Les dirigeants syndicaux ont spectaculairement sabré le champagne à l'annonce de l'abrogation du CPE. Mais les étudiants qui ont cherché à poursuivre leur combat l'ont clairement dit: rien n'est réglé, les revendications demeurent.

Peuvent-elles être satisfaites tant que le gouvernement et la « majorité » UMP restent en place ? Non !

Or, qu'ont fait les directions syndicales ? Elles sont allées aider le gouvernement à limiter sa défaite, rencontrant sans discontinuer deux jours durant les chefs parlementaires de l'UMP flanqués de deux ministres avant même l'abrogation du CPE. Elles ont mis au point avec eux une « sortie de crise » répondant autant que possible au vœu exprimé par Chirac le 31 mars : « *ni vainqueur, ni vaincu* ».

La comédie honteuse du « remplacement » du CPE a permis d'éviter d'afficher son abrogation pure et simple. Elle a aussi servi aux dirigeants de l'intersyndicale, du PS et du PCF, à réaffirmer que pour eux la « majorité » UMP, ultra-minoritaire, était légitime à légiférer. Mais c'est cette « majorité » qui a voté le CPE aujourd'hui abrogé, c'est cette majorité qui n'a eu de cesse depuis 2002 d'accumuler à marche forcée les lois démolissant les garanties collectives, les acquis ouvriers !

D'ailleurs, que fait la loi qui « remplace » le CPE ? Elle offre de nouvelles exonérations de charges, par centaines de millions d'euros, au patronat !

Les dirigeants syndicaux avaient certes annoncé la couleur depuis des jours : « *nous ne voulons pas chasser le gouvernement* », « *nous ne voulons pas lui infliger une défaite politique* » pouvait-on entendre au sortir de chaque intersyndicale.

L'intersyndicale, mais aussi le PS, le PCF et la LCR, en ont appelé plusieurs fois à Chirac pour qu'il use des prérogatives exorbitantes que lui octroie la V<sup>o</sup> République. Comment mieux lui dire qu'il devait rester ? A l'inverse, n'est-il pas évident qu'il ne pourrait rester en place sans le soutien des appareils syndicaux, du PS et du PCF ?

A de telles fins correspondent les moyens employés par l'intersyndicale : le refus d'appeler comme la coordination étudiante le leur avait demandé, à la manifestation nationale centrale au siège du pouvoir, à l'Assemblée nationale, d'appeler à la grève générale.

De bout en bout, la mobilisation des salariés a été soigneusement contenue. Ainsi, la direction de la FSU qui avait promu l'idée d'une manifestation nationale à Paris pour le printemps y a-t-elle renoncé... pour cause de mobilisation contre le CPE ! Et maintenant, au lieu du combat pour l'abrogation de la loi sur l'égalité des chances, de la contre-réforme des ZEP, elle propose des « Etats généraux ».

Et après avoir ainsi permis au gouvernement que sa défaite ne soit pas une défaite décisive, les appareils syndicaux CGT, FO, FSU, s'apprêtent à accepter d'aller discuter avec le gouvernement de trois « chantiers » annoncés par Villepin pour reprendre la main. Quels sont ces « chantiers » ? La « *sécurisation des parcours professionnels* », « l'exclusion », et la « *professionnalisation de l'enseignement supérieur* ».

Volant de son côté au secours de la reprise rapide du « dialogue social », Mme Parisot, du Medef, a proposé quant à elle d'ouvrir des discussions sur « *toutes les précarités, toutes les flexibilités* ». Rappelons que pour Mme Parisot, la précarité est une loi de la nature.

Et qu'est-ce que la « *sécurisation des parcours professionnels* » ? Le gouvernement vient de lancer l'expérimentation d'un nouveau « contrat », le C.T.P., « *contrat de transition professionnelle* » dont le gouvernement lui-même indique qu'il emprunte aux concepts de la direction de la CGT. Avec ce « contrat », un salarié licencié ne serait plus chômeur, mais « salarié » à 80% de son ancien salaire d'un groupement local semi-public, lequel le mettrait à la disposition des entreprises du bassin d'emploi, comme un prestataire de services. Ce « contrat » individuel, s'il se généralisait, entraînerait la disparition des garanties collectives des travailleurs inscrites dans le cadre des conventions collectives de branche.

Le gouvernement, le Medef, n'ont pas changé d'objectif avec l'enterrement du CPE : casser les contrats de travail et les droits afférents inscrits dans le code du travail. Casser le statut de la fonction publique - une loi doit l'attaquer avant l'été. On peut ajouter à ces objectifs : accroître encore la chasse aux immigrés, avec le projet de loi Sarkozy qui crée une immigration jetable comme les CNE et CPE créent les travailleurs jetables.

Alors, le combat contre le CPE montre comment empêcher la reprise de cette offensive : que les dirigeants syndicaux CGT, FO, FSU, UNEF, refusent de participer à la concertation sur les « chantiers » de Chirac-Villepin, et à la concertation avec le Medef, et aujourd'hui le gouvernement n'y résisterait pas.

---

### **A bas Chirac, Villepin et Sarkozy, la « majorité » UMP, à bas la 5<sup>ème</sup> République**

---

Le revers du gouvernement sur le CPE est encore cuisant. Mais il s'estompera si Chirac-Villepin-Sarkozy et leur majorité restent en place. Or, après l'abrogation du CPE, les conditions sont réunies pour les chasser.

Les millions qui ont manifesté, les étudiants qui ont fait grève, et ont continué après le retrait du CPE l'ont fait non seulement parce qu'ils rejetaient le CPE, mais, et ils n'ont pas manqué de le manifester – parce qu'ils vomissent la politique de ce gouvernement, parce qu'ils ont eu l'occasion dans ces circonstances d'engager le combat contre lui.

Le mouvement contre le C.P.E. a indiqué par quels moyens on peut en finir avec le gouvernement UMP au service du Medef : par le front uni des organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats) contre lui, pour le combattre, le chasser – ce qui implique la rupture de toutes discussions avec lui.

La responsabilité du PS, du PCF, des directions CGT, FO, FSU, UNEF, c'est d'appeler à combattre dans l'unité pour en finir avec toute la politique de ce gouvernement, en finir avec ce gouvernement. La porte serait ouverte immédiatement à un gouvernement issu de leur front uni, un gouvernement sans représentants des partis de la classe capitaliste, du Medef, auquel Chirac, Villepin et Sarkozy sont voués corps et âmes.

Cela implique de ne pas se plier aux rythmes et échéances qui sont ceux de la cinquième République. Mais celle-ci vient à nouveau de connaître un épisode de crise. Après en avoir utilisé les ressources antidémocratiques, après avoir tenté d'en réaffirmer le caractère bonapartiste en lançant la bataille du CPE, Chirac et Villepin ont fini piteusement par confier au parlement croupion la confection avec les directions syndicales de sa retraite en bon ordre, pour éviter la bérézina. L'échec de la tentative de Villepin et Chirac de renouer avec le bonapartisme fondateur de la V<sup>o</sup>

République ne doit amener qu'une seule conclusion : « *A bas la cinquième république !* », cet instrument qui permet une quasi-dictature de l'exécutif et, derrière lui, des grands groupes industriels et financiers.

Cette volonté d'en finir avec le gouvernement et la 5<sup>ème</sup> République s'est réfractée jusqu'au sein du Parti Socialiste ou des voix se sont élevées contre le fait que Chirac et son Assemblée finissent leur mandat.

Aucune illusion n'est permise. Les dirigeants syndicaux veulent participer aux concertations du gouvernement et du Medef. Le PS et le PCF clament que leur objectif est les élections de 2007. Et le gouvernement Chirac-Villepin devrait continuer à sévir pendant un an encore ! Et ceci non seulement en France, mais aussi en Afrique ou, un an après avoir tiré sur la foule à Abidjan, c'est au Tchad que l'impérialisme français intervient, pour soutenir un dictateur aux mains couvertes de sang.

Mais la jeunesse, les travailleurs, peuvent avoir le dernier mot. Leurs revendications et aspirations sont connues, que ce soit l'abrogation du CNE, l'abrogation de la loi sur l'égalité des chances, le rejet de la privatisation d'EDF-GDF, l'abrogation des contre-réformes des retraites, de l'assurance-maladie, de la décentralisation, l'arrêt des suppressions de postes, ... Comment serait-ce possible sans balayer le gouvernement Chirac-Villepin – Sarkozy ? L'exigence de les chasser sans attendre d'avantage, qu'un gouvernement d'unité des organisations du mouvement ouvrier soit porté au pouvoir, peut et doit être portée partout, et pour commencer : aucune concertation avec le gouvernement Chirac-Villepin !

C'est sur cette orientation qu'il faut intervenir, se regrouper, c'est cela, être fidèle au mouvement qui a permis l'abrogation du C.P.E.

## Quel gouvernement assurera le droit au travail, permettra de voir les revendications satisfaites ?

La source des problèmes qui assaillent les masses, c'est le mode de production capitaliste. Sous toutes les latitudes se multiplient les offensives contre les acquis historiques arrachés par les mouvements révolutionnaires exploités et les opprimés.

En ce moment même, en Allemagne, la « grande coalition » CDU-SPD a mis à l'ordre du jour l'allongement de la période d'essai de tous les contrats de travail à deux ans, comme le CNE. En Corée du sud, le parlement discute d'une loi qui « ressemble à votre CPE » selon un dirigeant syndical coréen. Aux Etats-Unis le principal dirigeant syndical de la grève du métro de New York a été condamné à de la prison, tout comme l'ont été de manière arbitraire et inique de nombreux manifestants en France.

Parfois cette offensive est bloquée : ainsi en Grande-Bretagne, Blair a renoncé à la réforme des retraites des fonctionnaires face à la menace des dirigeants syndicaux d'une grève générale. Mais il tente maintenant de faire passer cette remise en cause dans la fonction publique territoriale. En Italie, en 2002, le front uni des organisations syndicales, les manifestations massives, avaient permis de faire reculer Berlusconi qui voulait supprimer toute entrave aux licenciements (« article 18 »). Un an après une loi généralisait la précarité au travail. Pourquoi ? Parce qu'aucune des directions syndicales existantes, pas plus que les partis sociaux-démocrates ou issus du stalinisme, ne veulent remettre en cause le capitalisme, et, en conséquence, s'en prendre réellement aux gouvernements qui sévissent au compte des magnats de la finance et de l'industrie.

D'ailleurs, qu'en est-il des propositions avancées par le PS ou le PCF face au C.P.E. ? Qu'il s'agisse de « parcours d'accès sécurisés », « d'entrée dans la vie active », sinon le retour des « emplois-jeunes », tant le PS que le PCF se refusent à parler de CDI pour les jeunes, et, surtout, ils se refusent à assurer le droit au travail.

Oui, assurer le droit au travail est possible. Les besoins des masses à satisfaire sont immenses et ne devraient pas attendre. Il est nécessaire d'orienter la production de manière à les satisfaire - commencer par la construction massive de nouveaux logements pour en finir avec cette situation insupportable qui ne profite qu'aux spéculateurs immobiliers. Il est tout autant nécessaire de recruter massivement, sur des postes à statuts, des infirmières, de enseignants, etc.

Il est indispensable d'interdire les licenciements, le travail précaire, de diminuer le temps de travail de façon à permettre à tous de travailler. Cela signifie tout simplement rompre avec la loi du profit, porter au pouvoir un gouvernement qui ne plie pas devant les exigences des capitalistes, qui n'hésite pas à s'engager dans la voie de l'expropriation des grands groupes, des banques, des spéculateurs, pour mettre fin aux conditions d'existence sans cesse dégradées de la majorité de la population.

C'est pour cette issue, pour un gouvernement ouvrier s'engageant dans la voie du socialisme, des Etats-Unis Socialistes d'Europe, que milite le Cercle pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire. C'est la seule qui permette d'offrir un avenir à la jeunesse.

Pour s'ouvrir cette issue, il est indispensable de construire la seule arme dont puissent disposer les travailleurs, la jeunesse, dans cette société qui engendre en permanence la misère sociale et intellectuelle, l'abrutissement de l'exploitation et l'aliénation, la barbarie et les guerres : l'arme de l'organisation révolutionnaire. C'est ce à quoi nous vous invitons sans plus attendre, en prenant contact avec nous.

C'est dans cette perspective qu'il faut contribuer pleinement aujourd'hui au combat pour mettre à bas Chirac, Villepin, Sarkozy, la 5<sup>ème</sup> République, pour le boycott de la concertation du gouvernement et du Medef par les directions syndicales ouvrières, enseignantes, étudiantes, pour le front unique des organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats) contre le gouvernement, pour le vaincre et le chasser.

Nom .....

Prénom .....

Adresse.....

Mail.....

souhaite prendre contact avec le Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire

souhaite recevoir le dernier numéro de *Combattre pour le Socialisme*

souhaite m'abonner à *Combattre pour le Socialisme* (20 euros pour 10 numéros, chèques à l'ordre de « GER »)

Bon à découper et retourner à GER : 140 Bd de Ménilmontant – 75020 PARIS

Site internet : <http://socialisme.free.fr>